

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Julie Cloutier, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 2 juin 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	32
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	33
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	34
Situation financière par organismes	35
Charges par objets	36
Excédent (déficit) accumulé	37
Avantages sociaux futurs	41

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	48
Analyse des charges consolidées	60

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
La Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier (ci après la « municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et l'état des résultats, l'état des gains et pertes de réévaluation, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A122005
Lévis, le 2 juin 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	15 439 202	15 724 305	14 841 251
Compensations tenant lieu de taxes	2	349 321	349 752	336 561
Quotes-parts	3			
Transferts	4	2 757 404	3 752 621	5 195 592
Services rendus	5	2 207 758	2 215 165	2 164 604
Imposition de droits	6	988 000	1 347 629	939 105
Amendes et pénalités	7	100 000	75 935	101 857
Revenus de placements de portefeuille	8	7 011	23 104	25 652
Autres revenus d'intérêts	9	281 725	337 752	256 298
Autres revenus	10	400 892	(2 180 424)	5 829 554
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	22 531 313	21 645 839	29 690 474
Charges				
Administration générale	14	2 763 196	3 116 936	2 509 222
Sécurité publique	15	3 037 913	3 377 795	3 137 368
Transport	16	2 922 919	4 382 795	4 141 768
Hygiène du milieu	17	2 997 750	4 192 806	3 711 740
Santé et bien-être	18	195 496	206 368	206 715
Aménagement, urbanisme et développement	19	896 652	875 152	821 730
Loisirs et culture	20	3 234 584	3 947 564	3 682 705
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 606 074	1 712 637	1 299 133
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	17 654 584	21 812 053	19 510 381
Excédent (déficit) lié aux activités	25	4 876 729	(166 214)	10 180 093
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		68 403 262	58 223 169
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		68 403 262	58 223 169
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		68 237 048	68 403 262

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 801 484	6 661 171
Débiteurs (note 5)	2	13 933 445	11 472 564
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	535 964	451 671
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	19 270 893	18 585 406
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	4 887 992	5 193 443
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	5 377 987	4 840 811
Revenus reportés (note 11)	12	1 323 579	1 296 722
Dette à long terme (note 12)	13	46 804 022	44 478 985
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	539 302	478 301
	16	58 932 882	56 288 262
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(39 661 989)	(37 702 856)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	107 579 389	105 804 801
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	110 229	110 229
Stocks de fournitures	20	35 340	14 388
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	225 662	191 865
	23	107 950 620	106 121 283
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	68 288 631	68 418 427
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	68 237 048	68 403 262
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	51 583	15 165
	27	68 288 631	68 418 427
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	4 876 729	(166 214)	10 180 093
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	6 868 757)(	8 931 853)(	18 129 797)
Produit de cession	3		6 165	35 732
Amortissement	4	235 036	3 957 511	3 670 820
(Gain) perte sur cession	5		3 193 589	14 731
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(6 633 721)	(1 774 588)	(14 408 514)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(20 952)	(14 388)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(33 797)	29 558
	13		(54 749)	15 170
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		36 418	15 165
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(1 756 992)	(1 959 133)	(4 198 086)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(37 702 856)	(33 504 770)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(37 702 856)	(33 504 770)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(39 661 989)	(37 702 856)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	15 165	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :			
Dérivés	2		
Placements de portefeuille	3	36 418	15 165
Autres			
▪	4.1		
Montants reclassés dans l'état des résultats			
▪	5.1		
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	36 418	15 165
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	51 583	15 165

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(166 214)	10 180 093
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	3 957 511	3 670 820
Autres			
▪ Perte (gain) sur cession d'immobilisations corporelles	3.1	3 193 589	14 731
▪ Changement de taux	3.2		(8 444)
▪ Gains de réévaluation nets de l'exercice	3.3	36 418	
	4	7 021 304	13 857 200
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(2 460 881)	(2 193 349)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(1 357 816)	1 149 666
Revenus reportés	8	26 857	131 398
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(20 952)	
Autres actifs non financiers	12	(33 797)	15 170
	13	3 174 715	12 960 085
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(6 975 860)	(18 129 797)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	6 165	35 732
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(6 969 695)	(18 094 065)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	(84 293)	(42 159)
Cession	22		
	23	(84 293)	(42 159)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	7 408 307	8 720 960
Remboursement de la dette à long terme	25	(4 993 251)	(3 887 250)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(305 451)	1 799 433
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(90 019)	(58 837)
Autres			
▪	28.1		
	29	2 019 586	6 574 306
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	(1 859 687)	1 398 167
Solde déjà établi	31	6 661 171	5 263 004
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	6 661 171	5 263 004
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	4 801 484	6 661 171

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier (ci-après « la Ville ») est constituée en vertu de la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable ainsi que la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

La Ville participe au partenariat suivant dans la proportion indiquée :

- Régie régionale de gestion des matières résiduelles de Portneuf: 11,2361 % (10,9756 % en 2023)

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisé lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la Ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Le passif comprend les coûts directement attribuables aux activités de mise hors service de l'immobilisation corporelle, y compris les activités au titre du fonctionnement, de l'entretien et de la surveillance après la mise hors service.

Lors de la comptabilisation initiale d'un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle, la Ville comptabilise un coût de mise hors service en augmentation du coût de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause du même montant que le passif. Le coût de mise hors service est ainsi comptabilisé en charges sur la durée de vie de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause, conformément à la méthode et à la durée d'amortissement de cette immobilisation.

Le passif est révisé annuellement à partir de la meilleure information disponible à la date des états financiers. Lorsque l'immobilisation corporelle en cause fait l'objet d'un usage productif, la variation annuelle est constatée aux résultats de l'exercice lorsqu'elle résulte de l'écoulement du temps ou en ajustement du coût de l'immobilisation corporelle en cause lorsqu'elle résulte d'une révision de l'échéancier, du montant des flux de trésorerie non actualisés estimatifs ou d'une révision du taux d'actualisation. Toute modification apportée à l'évaluation des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle ne faisant plus l'objet d'un usage productif est comptabilisée en tant que charges dans la période où elle survient.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant. Le coût des immobilisations corporelles louées en vertu de contrats de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

	Période
Infrastructures	5 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	5 à 25 ans

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à un tel actif est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les quotes-parts sont constatées lorsque les services sont rendus aux municipalités membres.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville et la Régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

- Mesures d'allègement fiscal transitoires :
 - Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés. Les coûts de transaction relatifs aux actifs et aux passifs financiers qui seront évalués ultérieurement à la juste valeur sont comptabilisés aux résultats consolidés au cours de l'exercice où ils sont engagés.

Évaluation ultérieure

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers), à l'exception des placements en actions cotées sur un marché actif qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de la juste valeur des placements en actions cotées sur un marché actif sont comptabilisées à l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que l'instrument financier soit décomptabilisé.

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers, et ce, tant pour les actifs financiers qui sont évalués ultérieurement au coût après amortissement que pour ceux qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats et, dans le cas d'un actif financier classé dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur, entraîne l'annulation de toute réévaluation nette présentée dans l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation lorsqu'une dépréciation est comptabilisée.

J) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables

Revenus

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la Ville remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la Ville doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la Ville détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribués à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023, ont fait l'objet d'une application rétroactive. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Ville.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	3 491 287	2 099 207
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	1 310 197	4 561 964
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	4 801 484	6 661 171
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)(	)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	4 801 484	6 661 171
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	4 381 333	6 617 175
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées à l'excédent de fonctionnement affecté, aux fonds réservés pour le fonds de roulement, aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés et à certains fonds comptabilisés aux revenus reportés.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 533 250 \$ (1 008 312 \$ en 2023). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 358 814 \$ (279 075 \$ en 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	757 082	707 774
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	10 098 502	8 686 153
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	222 403	167 532
Organismes municipaux	13	1 957 090	1 158 358
Autres			
▪ Autres	14.1	898 368	752 747
	15	13 933 445	11 472 564
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	4 394 778	6 054 048
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18	1 354 159	1 079 894
Autres tiers	19		
	20	5 748 937	7 133 942
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	133 481	112 086
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	2 265 479	3 162 355
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	5 646 512	3 123 202
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	1 169 640	1 306 565
Ministère de la Culture et des Communications	25	538 251	521 291
Autres ministères/organismes	26	478 620	572 740
	27	10 098 502	8 686 153

Note**6. Prêts**

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36	535 964	451 671
	37	535 964	451 671
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	535 964	451 671
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

Les placements de portefeuille à titre d'investissement sont composés de participations dans divers fonds communs d'actions pour un coût total de 484 381 \$.

Ces placements sont détenus dans la fiducie du fonds de gestion post fermeture tel qu'exigé par le certificat d'autorisation no : 688-2011, émis par le ministère de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques.

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 34 472 250 \$ portant intérêt au taux préférentiel (5,45 %; 7,20 % au 31 décembre 2023) et renouvelable annuellement. Ces ouvertures de crédit bancaire sont utilisées pour les opérations courantes et d'investissement de la Ville.

L'organisme du périmètre comptable bénéficient d'un emprunt temporaire de 3 055 851 \$ portant intérêt au taux préférentiel (5;45 %; 7,20 % au 31 décembre 2023) et remboursable sur demande.

De plus l'organisme bénéficie d'une marge de crédit bancaire de 1 000 000 \$ au taux préférentiel (5;45 %; 7,20 % au 31 décembre 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	2 968 642	2 433 581
Salaires et avantages sociaux	44	367 716	415 068
Dépôts et retenues de garantie	45	843 627	810 316
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus	47.1	512 921	470 654
▪ Redevances à payer	47.2	42 004	36 987
▪ Autres courus à payer	47.3	604 794	592 628
▪ Autres - Organismes municipaux	47.4	38 283	81 577
	48	5 377 987	4 840 811

Note**11. Revenus reportés**

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	46 057	55 239
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	334 640	295 264
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	256 630	283 234
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59	590 876	571 531
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Recettes perçus d'avances	62.1	81 376	77 454
▪ Fonds - Exemptions des cases de stationnement	62.2	14 000	14 000
	63	1 323 579	1 296 722

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,86	5,13	2025	2029	64	46 757 300	44 239 324
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,78	6,49	2025	2030	68	447 042	549 962
Autres					69		
					70	47 204 342	44 789 286
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(400 320)	(310 301)
					72	46 804 022	44 478 985

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		8 683 103	141 021		8 824 124
2026	74		7 802 167	107 933		7 910 100
2027	75		8 393 068	107 343		8 500 411
2028	76		10 153 203	91 840		10 245 043
2029	77		11 224 450	38 361		11 262 811
2030 et plus	78		501 309	9 258		510 567
	79		46 757 300	495 756		47 253 056
Intérêts et frais accessoires	80		(	48 714)	(	48 714)
	81		46 757 300	447 042		47 204 342

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancements dans l'année où ils surviennent.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	483 154
Régimes de retraite des élus municipaux	89	12 714
	90	495 868
		458 572
		13 298
		471 870

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	539 302
Autres		478 301
▪	93.1	
	94	539 302
		478 301
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	478 301
Passifs engagés	96	66 625
Passifs réglés	97	(5 624)
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	539 302
		478 301

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations**

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Régie concernent les activités de fermeture et d'après-fermeture du lieu d'enfouissement technique (LET) et sont encadrées par le règlement sur l'élimination et l'incinération des matières résiduelles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Selon les exigences précisées au décret numéro 688-2011 adopté par le gouvernement du Québec en date du 22 juin 2011, la Régie s'est engagée à constituer sous forme de fiducie des garanties financières ayant pour but de couvrir les coûts afférents à la gestion d'après-fermeture du lieu d'enfouissement technique autorisé. La durée estimative de la période au cours de laquelle il sera nécessaire de poursuivre les activités d'après-fermeture est de 30 ans. La Régie doit verser au patrimoine fiduciaire, durant la période d'exploitation, laquelle prendra fin en 2051, des cotisations annuelles totalisant 355 975 \$. Ce coût a été calculé en fonction d'une contribution unitaire de 4,91 \$/m³ enfoui. De plus, à la fin de chaque période de cinq années d'exploitation, la valeur totale des contributions à verser au patrimoine fiduciaire ainsi que le montant de la contribution à verser pour chaque mètre cube de déchets enfouis doivent faire l'objet d'une réévaluation et, le cas échéant, d'ajustement.

Pour les obligations liées à la fermeture des cellules, un coût de 3,50 \$/m³ enfoui a été utilisé. Ce coût a été déterminé en fonction de l'historique de fermeture des cellules précédentes ainsi que des coûts actuels connus.

Le passif est comptabilisé au fur et à mesure que le LET est utilisé et ce, en fonction du nombre de mètre cube enfoui.

Principales hypothèses utilisées :

Taux d'inflation : 2 %

Taux de rendement brut : 2 %

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	22 715 230	4 888 339	38 071	27 565 498
Eaux usées	102	21 862 501	154 699		22 017 200
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	43 869 683	208 761		44 078 444
Autres					
▪ Enfouissement	104.1			(1 736 580)	1 736 580
▪ Autres	104.2	9 089 689	340 467	1 902 502	7 527 654
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	18 203 079	5 117 056	12 990	23 307 145
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	5 347 280	1 502 540	195 456	6 654 364
Ameublement et équipement de bureau	109	1 628 449	291 448	83 736	1 836 161
Machinerie, outillage et équipement divers	110	7 392 075	652 251	113 798	7 930 528
Terrains	111	7 930 393	664 888	3 158 448	5 436 833
Autres	112	398 265	51 608		449 873
	113	138 436 644	13 872 057	3 768 421	148 540 280
Immobilisations en cours	114	8 339 359	(4 940 204)		3 399 155
	115	146 776 003	8 931 853	3 768 421	151 939 435
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	6 314 522	552 115	10 469	6 856 168
Eaux usées	117	7 054 762	539 733		7 594 495
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	10 488 017	1 091 595		11 579 612
Autres					
▪ Enfouissement	119.1			(1 165 454)	1 165 454
▪ Autres	119.2	3 626 088	375 729	1 329 925	2 671 892
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	5 644 761	450 039	1 230	6 093 570
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	2 904 502	321 015	194 966	3 030 551
Ameublement et équipement de bureau	124	1 136 733	132 398	83 733	1 185 398
Machinerie, outillage et équipement divers	125	3 700 756	459 503	113 798	4 046 461
Autres	126	101 061	35 384		136 445
	127	40 971 202	3 957 511	568 667	44 360 046
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	105 804 801			107 579 389
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	775 436			775 436
Amortissement cumulé	130	(156 994)	(98 867)	()	(255 861)
Valeur comptable nette	131	618 442			519 575

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	110 229	110 229
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134		
	135	110 229	110 229
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	110 229	110 229

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	225 592	191 795
Autres			
▪ Autres dépôts	144.1	70	70
	145	225 662	191 865

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée par contrat pour des obligations contractuelles ci-dessous :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Échéance	Total	2025	2026	2027	2028	2029
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
Assurance collectives	2028	1 121 086	267 970	267 009	284 289	292 818	
Subvention d'événements	2027	135 000	45 000	45 000	45 000		
Soutien Gestion Santé	2026	360 000	180 000	180 000			
Protection des animaux	2026	63 710	47 665	16 045			
Entente intermunicipale	2026	79 464	52 626	26 838			
Sécurité des actifs informatiques	2026	100 237	85 119	15 118			

Également, la Régie s'en engagé aux obligations contractuelles ci-dessous, dont la Ville est responsable d'une portion de ces coûts, soit de 11,2361 % au 31 décembre 2024.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- La Régie est liée par des contrats de collecte et transport des matières résiduelles, des matières recyclables et des matières organiques pour les contenants à chargement avant et par grue avec Villéco inc. pour un montant prévu de 6 750 323 \$, sur la base d'un nombre estimatif de levées. Ce contrat vient à échéance le 31 décembre 2029.
- La Régie est liée par un contrat de collecte et transport des vidanges de fosses septiques, des fosses de rétention et des puisards avec Sani-Charlevoix inc. pour un montant de 1 138 571 \$. Ce contrat vient à échéance le 30 avril 2028.
- La Régie est liée par un contrat de transport et traitement des matières organiques et des résidus verts et feuilles mortes avec GSI Environnement inc. pour un montant de 558 534 \$ sur la base d'un tonnage estimatif. Ce contrat vient à échéance le 31 décembre 2025.
- La Régie est liée par un contrat de location de contenants pour les matières recyclables et les matières organiques avec GFL Environnemental pour un montant prévu de 174 198 \$. Ce contrat vient à échéance le 31 décembre 2025.
- La Régie est liée par un contrat de transport des matières recyclables avec Services Sanitaires Denis Fortier inc. pour un montant prévu de 96 127 \$ sur la base d'un nombre de voyages estimatifs. Ce contrat vient à échéance le 30 avril 2025.
- La Régie est liée par un contrat de transport des conteneurs pour les écocentres de Saint-Raymond et de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier avec GFL Environnemental pour un montant de 391 038 \$ sur la base d'un nombre de voyages estimatifs. Ce contrat vient à échéance le 30 avril 2026.
- La Régie est liée par un contrat de transport des conteneurs pour les écocentres de Saint-Alban, de Saint-Ubalde et de Rivière-à-Pierre avec Multi Conteneurs Québec pour un montant de 188 905 \$ sur la base d'un nombre de voyages estimatifs. Ce contrat vient à échéance le 30 avril 2026.
- La Régie est liée par un contrat pour l'opération du système d'irrigation Evaplant avec Groupe Ramo inc. pour un montant de 267 393 \$ sur une base du nombre d'hectare couvert estimatif.
- La Régie a signé une entente avec Récupération Frontenac inc. relativement à la prise en charge des matières résiduelles de la Régie vouées à la récupération provenant de la collecte sélective et qui sont transbordées à l'Écocentre de Neuville. La Régie s'est engagée à verser 55 \$ par tonne métrique, montant ajustable selon les revenus de ventes de matières réalisées par Récupération Frontenac inc. Depuis novembre 2022, la Régie doit également verser un montant pour l'enfouissement des rejets provenant de cette collecte basée sur 10 % des matières transportées. L'entente est d'une durée de cinq ans à partir du 1er mai 2020.
- La Régie a signé une entente avec Englobe Environnement inc. relativement à la valorisation des boues et des fosses septiques. La Régie s'est engagée à verser 25,44 \$ par tonne métrique pour le recyclage agricole et 74,20 \$ par tonne métrique pour le compostage.
- La Régie s'est engagée pour différentes dépenses d'investissement pour un montant total de 2 715 708 \$.
- La Régie s'est engagée pour différentes autres dépenses de fonctionnement pour un montant de 280 784 \$ pour le prochain exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

20. Droits contractuels

La Régie a les droits contractuels ci-dessous, dont la Ville pourra tirer parti d'une portion de ces revenus, soit de 11,2361 % au 31 décembre 2024.

- La Régie a signé une entente avec Solneuf inc. qui permet à celle-ci d'opérer et d'être propriétaire du centre de traitement des sols. L'entente est en vigueur pour une période de 5 ans à compter du 22 juin 2022, renouvelable pour un terme subséquent de 5 ans. Aussi, selon l'entente, pour chaque tonne de sols traités et non traités, Solneuf inc. versera un montant à la Régie plus un pourcentage du bénéfice après amortissement et impôts.
- La Régie a confié à Terreau Biogaz SEC. le mandat de procéder à la valorisation et à la vente des biogaz provenant de l'exploitation de l'installation d'élimination des matières résiduelles du lieu d'enfouissement sanitaire de Neuville. Selon l'entente, la Régie recevra des redevances annuelles provenant des revenus générés par la vente des crédits de CO₂, la vente du gaz ou de l'électricité ainsi que la vente de l'eau chaude après avoir déduit certaines dépenses mentionnées dans l'entente.
- La Régie a signé une entente avec Carbonaxion Bioénergies inc. relativement à la gestion et à la valorisation des gaz d'enfouissement du lieu d'enfouissement technique de Neuville. Carbonaxion s'engage à verser à la Régie une compensation de 0,04\$/m³ de gaz naturel renouvelable vendu. L'entente est d'une durée de 23 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2043.
- Dans le cadre du projet de la diminution et valorisation des volumes de lixiviat par plantation filtrante de saules à Neuville, la Régie et le Comité exécutif de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) ont signé une entente dans laquelle la FCM s'engage à verser des sommes totalisant 80 % des dépenses admissibles dans le cadre du projet jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 500 000 \$. Le projet sera complété au plus tard en 2026. Au 31 décembre 2024, des dépenses pour un montant totalisant 490 005 \$ (68 068 \$ en 2023) et des revenus de subvention pour un montant total de 279 450 \$ (38 819 \$ en 2023) ont été comptabilisés aux états financiers.

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de la Jacques-Cartier. Au 31 décembre 2024, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 445 577 \$.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la communauté métropolitaine de Québec. Au 31 décembre 2024, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 9 888 \$.

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

S/O

D) Autres

La Ville fait l'objet d'une réclamation dans un dossier d'instance d'expropriation pour l'école secondaire dans lequel elle a versé 2 093 256 \$ à l'expropriée. Cette dernière réclame une indemnité totale de 5 671 600 \$. La somme supplémentaire à verser en lien avec ce litige pourrait donc être d'un maximum de 3 578 344 \$. Au 31 décembre 2024, la Ville n'a comptabilisé aucune provision à la situation financière étant donné qu'il n'est pas possible d'estimer le montant final qui sera déboursé.

22. Actifs éventuels

S/O

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Les fournisseurs, les dépôts et retenues de garantie ainsi que les autres courus à payer incluent un montant de 2 589 724 \$ (586 659 \$ en 2023) relatif à des acquisitions d'immobilisations.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

25. Données budgétaires

Les états consolidés des résultats et de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par le partenariat, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

26. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La Ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec, du Canada et des organismes municipaux n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec, du Canada et des organismes municipaux, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la Ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

La chronologie des actifs financiers, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre, se détaille comme suit :

	2024	2023
	\$	\$
Actifs financiers en souffrance		
Moins de un an	1 241 232	567 133
Entre un an et deux ans	95 546	77 353
Entre deux et trois ans	4330	12 511
Plus de trois ans	102 829	97 365
Sous-total	1 443 937	754 362
Moins : provision pour créances douteuses	(133 481)	(108 869)
Total	1 310 455	645 493

La variation de la provision pour créances douteuses de l'exercice s'explique comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
	\$	\$
Solde au début	112 086	102 898
Perte de valeur comptabilisée aux résultats consolidés	21 395	9 188
Montants radiés		
Montants recouvrés		
Solde à la fin		112 086

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2023) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice.

Les placements de portefeuille exposent indirectement la Ville au risque de taux d'intérêt.

Risque de prix autre

Le risque de prix autre est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché.

La Ville est exposée au risque de prix autre en raison des fonds communs de placement cotés sur un marché actif.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible du cours de ces titres de 10 % (10 % au 31 décembre 2023) est considérée comme une base adéquate pour estimer l'incidence éventuelle qu'un changement raisonnablement possible des risques de marché pourrait avoir sur l'excédent (le déficit) de l'exercice et sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice à la date des états financiers. Si le cours publié des fonds communs de placement avait augmenté ou diminué de ce pourcentage, l'incidence sur les états financiers au 31 décembre 2024 n'aurait pas été significative.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La Ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$
Créditeurs et charges à payer	4 934 249			
Emprunts temporaires	4 887 992			
Dettes à long terme	10 316 112	18 872 005	22 820 092	501 310
Autres passifs financiers				
Total	20 138 353	18 872 005	22 820 092	501 310

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les placements de portefeuille évalués à la juste valeur sont regroupés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. Cette hiérarchie classe les placements de portefeuille évalués à la juste valeur en trois niveaux selon l'importance des données utilisées pour l'évaluation de la juste valeur de ceux-ci. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

- Niveau 1 : prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs financiers identiques;
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif concerné soit directement (à savoir des prix), soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 : données relatives à l'actif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).

Le niveau de hiérarchie au sein duquel les actifs financiers ont été classés est déterminé d'après le niveau des données le plus bas qui sera significatif pour l'évaluation de la juste valeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les placements de portefeuille évalués à la juste valeur sont tous inclus dans le niveau 1 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. La juste valeur des fonds communs de placement est déterminée à partir du cours publié à la date de clôture, tandis que celle des obligations est déterminée en fonction des cours acheteurs de clôture.

28 - Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 910 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
						Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	14 841 251	15 439 202	15 724 305		15 724 305
Compensations tenant lieu de taxes	2	336 561	349 321	349 752		349 752
Quotes-parts	3					1 184 414
Transferts	4	228 964	2 342 011	666 743		449 002
Services rendus	5	1 710 949	1 749 524	1 793 196		421 969
Imposition de droits	6	939 105	988 000	1 347 629		
Amendes et pénalités	7	101 857	100 000	75 935		
Revenus de placements de portefeuille	8					23 104
Autres revenus d'intérêts	9	256 990	281 000	337 382		370
Autres revenus	10	77 863	393 413	(3 105 123)		60 577
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	18 493 540	21 642 471	17 189 819		2 139 436
						18 144 841
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	4 571 433		2 588 306		48 570
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17	5 504 918		283 684		
Autres	18	112 981		478 925		101 513
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	10 189 332		3 350 915		150 083
	22	28 682 872	21 642 471	20 540 734		2 289 519
						21 645 839
Charges						
Administration générale	23	2 392 765	2 763 196	2 998 440	118 496	3 116 936
Sécurité publique	24	2 872 001	3 037 913	3 131 450	246 345	3 377 795
Transport	25	2 732 222	2 922 919	2 829 236	1 553 559	4 382 795
Hygiène du milieu	26	1 777 287	2 257 075	2 216 889	1 081 017	2 079 314
Santé et bien-être	27	206 715	195 496	206 368		206 368
Aménagement, urbanisme et développement	28	797 388	896 652	850 779	24 373	875 152
Loisirs et culture	29	3 075 185	3 234 584	3 299 951	647 613	3 947 564
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	1 254 008	1 560 138	1 664 918		47 719
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	3 406 169	3 500 000	3 671 403 (	3 671 403)	
	34	18 513 740	20 367 973	20 869 434		2 127 033
						21 812 053
Excédent (déficit) lié aux activités	35	10 169 132	1 274 498	(328 700)		162 486
						(166 214)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	10 169 132	1 274 498	(328 700)	162 486	(166 214)
Moins : revenus d'investissement	2	(10 189 332)	()	(3 350 915)	(150 083)	(3 500 998)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(20 200)	1 274 498	(3 679 615)	12 403	(3 667 212)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	3 406 169	3 500 000	3 671 403	286 108	3 957 511
Produit de cession	5	5 000		4 266	1 899	6 165
(Gain) perte sur cession	6	45 463		3 194 994	(1 406)	3 193 588
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	3 456 632	3 500 000	6 870 663	286 601	7 157 264
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				23 713	23 713
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 782 416)	(4 696 200)	(2 963 473)	(208 739)	(3 172 212)
	18	(2 782 416)	(4 696 200)	(2 963 473)	(185 026)	(3 148 499)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(1 607)	(57 000)	(20)	(24 633)	(24 653)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	352 862	160 000	641 377		641 377
Excédent de fonctionnement affecté	21	95 877	4 974	216 068	25 608	241 676
Réserves financières et fonds réservés	22	(142 718)	(186 272)	(170 160)		(170 160)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	304 414	(78 298)	687 265	975	688 240
	26	978 630	(1 274 498)	4 594 455	102 550	4 697 005
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	958 430		914 840	114 953	1 029 793

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	10 189 332	3 350 915	150 083	3 500 998
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	87 868)(	100 290)(	1 940)(	102 230)
Sécurité publique	3 (	281 601)(	3 586 185)(	)	3 586 185)
Transport	4 (	4 320 686)(	722 001)(	)	722 001)
Hygiène du milieu	5 (	6 666 406)(	702 875)(	510 936)(	1 213 811)
Santé et bien-être	6 (	)	)	)	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	41 608)(	509 335)(	)	509 335)
Loisirs et culture	8 (	6 413 032)(	2 798 291)(	)	2 798 291)
Réseau d'électricité	9 (	)	)	)	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)	)	)	)
	11 (	17 811 201)(	8 418 977)(	512 876)(	8 931 853)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	)	)	)	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	)	)	)	)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	5 439 896	6 940 278		6 940 278
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	1 607	20	24 633	24 653
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	282 492	94 521	9 149	103 670
Excédent de fonctionnement affecté	17			5 907	5 907
Réserves financières et fonds réservés	18	168 543	173 998		173 998
	19	452 642	268 539	39 689	308 228
	20	(11 918 663)	(1 210 160)	(473 187)	(1 683 347)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(1 729 331)	2 140 755	(323 104)	1 817 651

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	Administration municipale	Administration municipale	2024 Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS						
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	6 503 149		4 511 908	289 576	4 801 484
Débiteurs (note 5)	2	11 041 853		13 534 536	468 093	13 933 445
Prêts (note 6)	3					
Placements de portefeuille (note 7)	4				535 964	535 964
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6					
Autres actifs financiers (note 8)	7					
	8	17 545 002		18 046 444	1 293 633	19 270 893
PASSIFS						
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9					
Emprunts temporaires (note 9)	10	5 193 443		4 567 827	320 165	4 887 992
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	4 616 394		5 125 487	321 684	5 377 987
Revenus reportés (note 11)	12	1 296 722		1 323 579		1 323 579
Dette à long terme (note 12)	13	43 132 906		45 633 617	1 170 405	46 804 022
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14					
Autres passifs (note 14)	15				539 302	539 302
	16	54 239 465		56 650 510	2 351 556	58 932 882
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(36 694 463)		(38 604 066)	(1 057 923)	(39 661 989)
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations corporelles (note 15)	18	103 447 890		104 996 204	2 583 185	107 579 389
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	110 229		110 229		110 229
Stocks de fournitures	20				35 340	35 340
Actifs incorporels achetés (note 17)	21					
Autres actifs non financiers (note 18)	22	186 799		219 385	6 277	225 662
	23	103 744 918		105 325 818	2 624 802	107 950 620
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	2 824 398		3 496 523	234 250	3 730 773
Excédent de fonctionnement affecté	25	1 623 457		915 647	199 678	1 115 325
Réserves financières et fonds réservés	26	748 409		759 665		759 665
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	325 500) (		247 600) (	) (	247 600)
Financement des investissements en cours	28	(5 396 570)		(3 272 353)	(330 575)	(3 602 928)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	67 576 261		65 069 870	1 411 943	66 481 813
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				51 583	51 583
	31	67 050 455		66 721 752	1 566 879	68 288 631
Obligations contractuelles (note 19)						
Droits contractuels (note 20)						
Passifs éventuels (note 21)						
Actifs éventuels (note 22)						

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	6 654 935	6 563 482	7 014 942	6 483 108
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	1 566 624	1 481 757	1 580 392	1 549 777
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	4 883 447	4 987 104	6 079 505	5 341 707
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 205 385	1 183 880	1 183 880	1 050 004
D'autres organismes municipaux	10	37 782	38 731	86 450	25 216
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	231 046	231 046	231 046	82 023
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	85 925	211 261	211 261	141 890
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	1 826 409	1 912 342	723 476	616 145
Transferts	15				
Autres	16			12 881	12 762
Autres					
Transferts	17			2 636	1 056
Autres	18	355 600	346 360	486 005	512 787
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	3 500 000	3 671 403	3 957 511	3 670 820
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Autres	21.1	20 820	242 068	242 068	23 086
	22	20 367 973	20 869 434	21 812 053	19 510 381

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 730 773	3 075 163
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 115 325	1 724 045
Réserves financières et fonds réservés	3	759 665	748 409
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	247 600)(	325 500)
Financement des investissements en cours	5	(3 602 928)	(5 404 041)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	66 481 813	68 585 186
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	51 583	15 165
	8	68 288 631	68 418 427

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	3 496 523	2 824 398
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	234 250	250 765
	11	3 730 773	3 075 163

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Entretien bâtiments municipaux	12.1	50 000	40 000
▪ Réparation pluvial	12.2	8 399	8 399
▪ Provision départ retraite	12.3	430 798	432 088
▪ Ventes terrains parc ind.	12.4		942 467
▪ Publicité	12.5		2 310
▪ Programme gouvernance	12.6	10 810	35 670
▪ Travaux ligne d'aération	12.7	58 135	102 947
▪ Honoraires professionnels - dépôt à neige	12.8	57 285	59 576
▪ Projets OMH	12.9	161 500	
▪ Sécurité informatique	12.10	100 237	
▪ Étude presbytère	12.11	38 483	
	13	915 647	1 623 457
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Immobilisations futures	14.1	45 879	17 377
▪ Autres	14.2	153 799	83 211
	15	199 678	100 588
	16	1 115 325	1 724 045

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	276 780	262 020
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	460 060	471 297
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	22 825	15 092
Autres			
▪	30.1		
	31	759 665	748 409
	32	759 665	748 409

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(	)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(	)
Autres	37 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(	)
	39 (	)(	)
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(	)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	)(	)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(	)
Autres			
▪	43.1 (	)(	)
	44 (	)(	)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(	)
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(	)
Autres			
▪	49.1 (	)(	)
	50 (	)(	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(	)
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(	)
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	)(	)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)(	)
Autres			
▪ Financement act. fonct autre	55.1 (	151 300)(	182 000)
▪ Financement fonds roulement	55.2 (	96 300)(	143 500)
	56 (	247 600)(	325 500)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62		
	63 (	247 600)(	325 500)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	232 816	198 935
Investissements à financer	65 (	3 835 744)(	5 602 976)
	66	(3 602 928)	(5 404 041)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	107 579 389	105 804 801
Propriétés destinées à la revente	68	110 229	110 229
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	107 689 618	105 915 030
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	107 689 618	105 915 030
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	46 804 022)(	44 478 985)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	400 320)(	310 301)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	5 748 937	7 133 942
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	247 600	325 500
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	41 207 805)(	37 329 844)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)(	)
	82 (	41 207 805)(	37 329 844)
	83	66 481 813	68 585 186

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	% %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

Pour la municipalité, le régime d'épargne-retraite est un régime collectif qui s'applique aux employés réguliers et/ou permanents provenant des corps d'emploi suivants : col bleu, col blanc, pompier et cadre.

L'employeur cotise pour un montant équivalent à la cotisation de l'employé.

Les taux de cotisation sont variables selon le contrat de travail (7,5 % à 9 %).

Pour la Régie, les cotisations des employés admissibles sont fixées à 6 %, mais il peut arriver de façon exceptionnelle qu'un employé admissible préfère cotiser selon un pourcentage moindre. Les cotisations de l'employeur sont égales aux cotisations de l'employé admissible jusqu'à concurrence de 6 %, ou 8 % pour les cadres. L'employeur offre également aux employés non admissibles de cotiser à un REER sur une base volontaire. Dans ce cas, il n'y a aucune participation de l'employeur.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	483 154	458 572
Autres régimes	115		
	116	483 154	458 572

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	7

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Pour la Régie, le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) est un régime à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités.

Étant donné que ce régime est un régime à employeurs multiples administrés par la retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	3 772	3 941
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	12 714	13 298
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	12 714	13 298

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	12 378 557	12 688 844	12 159 757
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	612 036	614 212	541 933
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	12 990 593	13 303 056	12 701 690
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	659 521	671 313	611 959
Égout	13	351 603	352 528	347 987
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 007 777	1 000 958	819 038
Autres				
Autres	16.1	177 916	176 223	137 101
Centres d'urgence 9-1-1	17	42 696	45 990	39 280
Service de la dette	18	209 096	174 237	184 196
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	2 448 609	2 421 249	2 139 561
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	2 448 609	2 421 249	2 139 561
	27	15 439 202	15 724 305	14 841 251

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	2 254	2 258	2 165
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	14 804	14 804	14 804
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	24 786	24 831	23 810
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	288 179	288 706	
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			276 834
	35	330 023	330 599	317 613
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	6 809	6 638	6 485
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	546	573	520
Taxes d'affaires	38			
	39	7 355	7 211	7 005
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41	4 951	4 950	4 951
	42	4 951	4 950	4 951
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44	6 992	6 992	6 992
	45	6 992	6 992	6 992
	46	349 321	349 752	336 561

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	221 878	33 368	33 368
Enlèvement de la neige	54			29 107
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	1 516 253	85 620	85 620
Réseau de distribution de l'eau potable	64	58 209	14 713	14 713
Traitement des eaux usées	65			15 513
Réseaux d'égout	66	58 208	14 712	14 712
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67		343 359	106 447
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	19 530	19 530	
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	39 305	14 576	14 056
Autres	85			
Réseau d'électricité	86			
	87	1 893 853	182 519	525 878
				201 940

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)					
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	88				
Sécurité publique					
Police	89				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	90				
Autres	91		1 464 293	1 464 293	
Sécurité civile	92				
Autres	93				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	94				415 645
Enlèvement de la neige	95				
Autres	96				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	97				
Transport adapté	98				
Transport scolaire	99				
Autres	100				
Transport aérien	101				
Transport par eau	102				
Autres	103				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104		47 812	47 812	2 012 371
Réseau de distribution de l'eau potable	105				39 687
Traitement des eaux usées	106				
Réseaux d'égout	107				21 365
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	108				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	109				
Tri et conditionnement	110				
Autres	111			48 570	36 754
Autres	112				
Cours d'eau	113				
Protection de l'environnement	114				
Autres	115				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

<i>Non audité</i>		<i>Administration municipale</i>		<i>Données consolidées</i>	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2024	2024	2024	2023
TRANSFERTS (suite)					
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	116				
Autres	117				
Sécurité du revenu	118				
Autres	119				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	120				
Rénovation urbaine	121				
Promotion et développement économique	122				
Autres	123				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	124		1 053 201	1 053 201	2 059 365
Activités culturelles					
Bibliothèques	125		23 000	23 000	23 000
Autres	126				
Réseau d'électricité	127				
	128		2 588 306	2 636 876	4 608 187

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133		105 643	251 994
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	448 158	448 158	448 158
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138		36 066	36 066
	139	448 158	484 224	589 867
TOTAL DES TRANSFERTS	140	2 342 011	3 255 049	3 752 621
				5 195 592

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143	105 895	115 516	120 307
	144	105 895	115 516	120 307
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146	161 801		
Autres	147	621 996	614 398	547 341
Sécurité civile	148	30 000	30 000	32 768
Autres	149		145 353	90 965
	150	813 797	789 751	671 074
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151	9 252	352	467
Enlèvement de la neige	152	163 311	119 979	353 679
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156	172 563	120 331	354 146
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	1 077	646	1 026
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161		802	1 706
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162		469	447
Tri et conditionnement	163			
Autres	164		55 573	52 842
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	1 077	646	56 021

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			1 887
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			1 887
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	4 000	4 812	13 299
Activités culturelles				
Bibliothèques	180	67 531	54 615	54 252
Autres	181	500	401	531
	182	72 031	59 828	68 082
Réseau d'électricité	183			
	184	1 165 363	1 086 072	1 142 916
				1 271 517

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	32 800	23 329	22 117
	188	32 800	23 329	22 117
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190	1 000	484	484
Autres	191	24 000	61 547	31 282
Sécurité civile	192			
Autres	193			1 294
	194	25 000	62 031	32 576
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	2 800	3 497	2 123
Enlèvement de la neige	196	14 786	14 786	
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202	9 882	11 006	9 882
	203	27 468	29 289	12 005
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205	3 735	3 735	
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207	3 734	3 734	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208		210 229	247 638
Matières recyclables	209		154 896	151 022
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	7 469	372 594	398 660

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218	14 340	14 340	18 105
	219	14 340	14 340	18 105
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			2 331
Autres	223	8 392	4 196	4 196
	224	8 392	4 196	4 196
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	401 800	481 691	481 691
Activités culturelles				369 140
Bibliothèques	226	19 600	21 668	21 668
Autres	227	69 101	63 111	63 111
	228	490 501	566 470	566 470
Réseau d'électricité	229			
	230	584 161	707 124	1 072 249
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	1 749 524	1 793 196	2 215 165
				2 164 604

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis 232	78 000	155 751	155 751	74 054
Droits de mutation immobilière 233	908 000	1 189 806	1 189 806	863 299
Droits sur les carrières et sablières 234	2 000	2 072	2 072	1 752
Autres 235				
	236	988 000	1 347 629	939 105
AMENDES ET PÉNALITÉS 237	100 000	75 935	75 935	101 857
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE 238			23 104	25 652
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS 239	281 000	337 382	337 752	256 298
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles 240		(3 194 994)	(3 193 588)	(14 731)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés 241				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente 242	352 367			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements 243				(6 659)
Contributions des promoteurs 244		283 684	283 684	5 504 918
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence 245				
Contributions des organismes municipaux 246				
Autres contributions 247				
Redevances réglementaires 248				
Autres 249	41 046	568 796	729 480	346 026
	250	393 413	(2 180 424)	5 829 554
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION 251				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	412 428	410 044		410 044	410 044	392 095
Greffé et application de la loi	2	474 499	459 486		459 486	459 486	430 024
Gestion financière et administrative	3	966 128	951 057		951 057	951 057	895 460
Évaluation	4	177 205	262 183		262 183	262 183	167 577
Gestion du personnel	5	100 996	35 425		35 425	35 425	34 364
Autres							
▪ Autres	6.1	631 940	880 245	118 496	998 741	998 741	589 702
	7	2 763 196	2 998 440	118 496	3 116 936	3 116 936	2 509 222
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	1 006 751	1 018 203		1 018 203	1 018 203	986 038
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9	616 503	573 077	4 851	577 928	1 634 213	
Autres	10	1 314 135	1 392 719	241 494	1 634 213		1 677 281
Sécurité civile	11	58 245	68 778		68 778	68 778	82 632
Autres	12	42 279	78 673		78 673	656 601	391 417
	13	3 037 913	3 131 450	246 345	3 377 795	3 377 795	3 137 368
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 296 617	1 283 711	1 328 845	2 612 556	2 612 556	2 419 691
Enlèvement de la neige	15	1 458 329	1 347 794	223 977	1 571 771	1 571 771	1 567 580
Éclairage des rues	16	61 554	60 282	737	61 019	61 019	51 057
Circulation et stationnement	17	18 993	50 023		50 023	50 023	16 977
Transport collectif							
Transport en commun	18	87 426	87 426		87 426	87 426	86 463
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	2 922 919	2 829 236	1 553 559	4 382 795	4 382 795	4 141 768

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	439 982	345 097	147 093	492 190	492 190	468 803
Réseau de distribution de l'eau potable	24	219 539	260 342	411 587	671 929	671 929	563 434
Traitement des eaux usées	25	257 364	281 934	213 899	495 833	495 833	429 294
Réseaux d'égout	26	94 239	42 803	308 438	351 241	351 241	319 038
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	341 254	341 254		341 254	244 666	207 267
Élimination	28	269 534	269 534		269 534	691 732	598 139
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	259 332	259 332		259 332	333 977	299 245
Tri et conditionnement	30					49 613	83 394
Matières organiques							
Collecte et transport	31	108 554	108 554		108 554	253 130	240 295
Traitement	32					127 236	144 792
Matériaux secs	33					348 338	268 344
Autres	34						18 655
Plan de gestion	35	29 103	29 103		29 103		2 174
Autres	36					27 782	1 127
Cours d'eau	37	38 949	42 299		42 299	42 299	20 652
Protection de l'environnement	38	12 336	32 132		32 132	32 132	37 589
Autres	39	186 889	204 505		204 505	30 708	9 498
	40	2 257 075	2 216 889	1 081 017	3 297 906	4 192 806	3 711 740
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	15 496	12 028		12 028	12 028	8 610
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44	180 000	194 340		194 340	194 340	198 105
	45	195 496	206 368		206 368	206 368	206 715

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	756 744	712 578	23 444	736 022	736 022	697 733
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48	7 500	11 962		11 962	11 962	5 849
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	91 541	91 541	929	92 470	92 470	84 586
Tourisme	50						
Autres	51	40 867	34 698		34 698	34 698	33 562
Autres	52						
	53	896 652	850 779	24 373	875 152	875 152	821 730
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	868 867	916 852	103 213	1 020 065	1 020 065	1 012 007
Patinoires intérieures et extérieures	55	289 555	261 546	60 956	322 502	322 502	358 413
Piscines, plages et ports de plaisance	56	35 761	37 731		37 731	37 731	34 852
Parcs et terrains de jeux	57	1 079 133	1 154 844	347 637	1 502 481	1 502 481	1 327 504
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59	191 056	213 646		213 646	213 646	192 674
Autres	60	225 110	251 879		251 879	251 879	167 576
	61	2 689 482	2 836 498	511 806	3 348 304	3 348 304	3 093 026
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	212 732	131 090	19 723	150 813	150 813	202 075
Bibliothèques	63	235 844	206 481	116 084	322 565	322 565	345 720
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65	20 491	20 491		20 491	20 491	18 044
Autres	66	76 035	105 391		105 391	105 391	23 840
	67	545 102	463 453	135 807	599 260	599 260	589 679
	68	3 234 584	3 299 951	647 613	3 947 564	3 947 564	3 682 705

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	1 360 447	1 339 042		1 339 042	1 386 761	1 049 066
Autres frais	71	113 766	114 615		114 615	114 615	108 177
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	85 925	211 261		211 261	211 261	141 890
	74	1 560 138	1 664 918		1 664 918	1 712 637	1 299 133
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	3 500 000	3 671 403 (	3 671 403)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	47 782	47 782	2 274 344
Usines de traitement de l'eau potable	2	319 268	319 268	2 541 027
Usines et bassins d'épuration	3		5 491	15 177
Conduites d'égout	4	301 533	301 533	1 813 793
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		106 740	
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	275 097	276 529	3 654 590
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	20 415	20 415	18 229
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	289 965	289 965	148 440
Autres infrastructures	11	6 112	40 882	215 631
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	4 172 887	4 184 568	3 256 008
Édifices communautaires et récréatifs	14	8 090	8 090	83 099
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	1 459 840	1 501 995	335 154
Ameublement et équipement de bureau	18	241 962	244 648	101 946
Machinerie, outillage et équipement divers	19	565 536	664 673	604 624
Terrains	20	665 720	666 830	3 023 150
Autres	21	44 770	252 444	44 585
	22	8 418 977	8 931 853	18 129 797

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	(53 233)	(53 233)	783 590
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3		5 491	8 089
Conduites d'égout	4	200 518	200 518	321 456
Autres infrastructures	5	406 637	549 579	895 831
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	101 015	101 015	1 490 754
Usines de traitement de l'eau potable	7	319 268	319 268	2 541 027
Usines et bassins d'épuration	8			7 088
Conduites d'égout	9	101 015	101 015	1 492 337
Autres infrastructures	10	184 952	184 952	3 141 059
Autres immobilisations corporelles	11	7 158 805	7 523 248	7 448 566
	12	8 418 977	8 931 853	18 129 797

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	958 929	391	942 466	16 854
Réserves financières et fonds réservés	3	471 297	16 539	27 776	460 060
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	10 394 557	1 398 400	531 157	11 261 800
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	25 830 561	5 575 375	1 689 245	29 716 691
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	37 655 344	6 990 705	3 190 644	41 455 405
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	6 054 048	47 812	1 707 082	4 394 778
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11	1 079 894	369 790	95 525	1 354 159
Autres tiers	12				
	13	7 133 942	417 602	1 802 607	5 748 937
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	7 133 942	417 602	1 802 607	5 748 937
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	7 133 942	417 602	1 802 607	5 748 937
	19	44 789 286	7 408 307	4 993 251	47 204 342
Dette en cours de refinancement	20 (	)			(
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	44 789 286	7 408 307	4 993 251	47 204 342

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	46 033 100
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	3 503 825
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	460 060
Débiteurs	8	5 748 936
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	132 875
Autres		
▪ Activités d'investissement - Attente subvention	11.1	250 933
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	42 944 121
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	13	1 484 963
Endettement net à long terme	14	44 429 084
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	445 577
Communauté métropolitaine	16	9 888
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	44 884 549
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	44 884 549
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Administration générale				
Greffé et application de la loi	1			
Évaluation	2	175 000	260 174	166 022
Autres	3	133 554	134 550	133 907
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	13 999	13 999	13 904
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	21 715	15 907	21 024
Transport collectif	9	87 426	87 426	86 463
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 007 777	1 007 778	6 458
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	177 916	184 088	501
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	82 990	82 990	73 234
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	91 541	91 541	83 657
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	14 000	13 398	13 398
Activités culturelles	23	20 491	20 491	17 577
Réseau d'électricité	24			
	25	1 826 409	1 912 342	723 476
				616 145

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1	157 260	156 328
Charges sociales	2	38 461	40 749
Biens et services	3	8 028 299	17 508 069
Frais de financement	4	194 957	106 055
Autres	5		
	6	8 418 977	17 811 201

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	19,00	36,00	36 529,00	2 111 450	484 449	2 595 899
Professionnels	2						
Cols blancs	3	20,00	36,00	37 950,00	1 230 669	282 363	1 513 032
Cols bleus	4	34,00	40,00	72 481,00	2 199 045	504 546	2 703 591
Policiers	5						
Pompiers	6	15,00	40,00	31 973,00	972 539	223 138	1 195 677
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	88,00		178 933,00	6 513 703	1 494 496	8 008 199
Élus	9	7,00			207 039	25 722	232 761
	10	95,00			6 720 742	1 520 218	8 240 960

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	85 620				85 620
Réseau de distribution de l'eau potable	3	14 713				14 713
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5	14 712				14 712
Autres	6	551 698	2 588 306			3 140 004
	7	666 743	2 588 306			3 255 049

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	54 928	101 582
	4	54 928	101 582
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6	903	1 039
Autres	7	98 371	78 577
Sécurité civile	8	143	146
Autres	9		
	10	99 417	79 762
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	463 501	466 159
Enlèvement de la neige	12	92 517	70 017
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	556 018	536 176
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	220 017	41 887
Réseau de distribution de l'eau potable	18	115 396	92 278
Traitement des eaux usées	19	66 751	73 520
Réseaux d'égout	20	88 290	97 900
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	490 454	305 585
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28	335	393
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32	335	393
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	119 907	64 221
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37	119 907	64 221
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	304 279	122 989
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	35 795	5 335
Autres	40	3 785	37 965
	41	343 859	166 289
Réseau d'électricité			
	42		
	43	1 664 918	1 254 008

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

			Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
	Fonction		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Pierre Dolbec	1.1	Maire	53 329	19 422	13 671	
Raynald Houde	1.2	Conseiller	15 302	7 651		
Sylvain Ferland	1.3	Conseiller	15 302	7 651		
Marc-Antoine Gagnon	1.4	Conseiller	14 984	7 492	781	391
Nathalie Laprade	1.5	Conseiller	15 302	7 651		
Josée Lampron	1.6	Conseiller	15 302	7 651		
Martin Chabot	1.7	Conseiller	15 302	7 651		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 910 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 41 449 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer

17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 \$

Ligne 24 : Libres

20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 \$

Constatés au cours de l'exercice

24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 3 764 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 123 888 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☒ ☐

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☒ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

MRC de la Jacques-Cartier et le Groupe Altus

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65 ☒ ☐
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66 ☐ ☒
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution 82 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution 85 596-2019
- b) Date d'adoption de la résolution 86 2019-11-25

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 1
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 1 269
- i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 637
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☐☒

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-02

Nom du signataire : Isabelle Bernier

Fonction du signataire : Greffier et Directrice des affaires jur.

Date de transmission au Ministère : 2025-06-03

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-03 12:32

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	18 493 540	21 642 471	17 189 819	2 139 436	18 144 841
Investissement	2	10 189 332		3 350 915	150 083	3 500 998
	3	28 682 872	21 642 471	20 540 734	2 289 519	21 645 839
Charges	4	18 513 740	20 367 973	20 869 434	2 127 033	21 812 053
Excédent (déficit) lié aux activités	5	10 169 132	1 274 498	(328 700)	162 486	(166 214)
Moins : revenus d'investissement	6 (	10 189 332)(	) (	3 350 915)(	150 083)(	3 500 998)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(20 200)	1 274 498	(3 679 615)	12 403	(3 667 212)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	3 406 169	3 500 000	3 671 403	286 108	3 957 511
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9				23 713	23 713
Remboursement de la dette à long terme	10 (	2 782 416)(	4 696 200)(	2 963 473)(	208 739)(	3 172 212)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	1 607)(	57 000)(	20)(	24 633)(	24 653)
Excédent (déficit) accumulé	12	306 021	(21 298)	687 285	25 608	712 893
Autres éléments de conciliation	13	50 463		3 199 260	493	3 199 753
	14	978 630	(1 274 498)	4 594 455	102 550	4 697 005
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	958 430		914 840	114 953	1 029 793

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	6 503 149	4 511 908	4 801 484
Débiteurs	2	11 041 853	13 534 536	13 933 445
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4			535 964
Autres	5			451 671
	6	17 545 002	18 046 444	19 270 893
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8	5 193 443	4 567 827	4 887 992
Créditeurs et charges à payer	9	4 616 394	5 125 487	5 377 987
Revenus reportés	10	1 296 722	1 323 579	1 323 579
Dette à long terme	11	43 132 906	45 633 617	46 804 022
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			539 302
	14	54 239 465	56 650 510	58 932 882
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(36 694 463)	(38 604 066)	(39 661 989)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	103 447 890	104 996 204	107 579 389
Autres	17	297 028	329 614	371 231
	18	103 744 918	105 325 818	107 950 620
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	2 824 398	3 496 523	3 730 773
Excédent de fonctionnement affecté	20	1 623 457	915 647	1 115 325
Réserves financières et fonds réservés	21	748 409	759 665	759 665
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	325 500)(	247 600)(	247 600)(
Financement des investissements en cours	23	(5 396 570)	(3 272 353)	(3 602 928)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	67 576 261	65 069 870	66 481 813
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			51 583
	26	67 050 455	66 721 752	68 288 631

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Entretien bâtiments municipaux	1.1	50 000	40 000
▪ Réparation pluvial	1.2	8 399	8 399
▪ Provision départ retraite	1.3	430 798	432 088
▪ Ventes terrains parc ind.	1.4		942 467
▪ Publicité	1.5		2 310
▪ Programme gouvernance	1.6	10 810	35 670
▪ Travaux ligne d'aération	1.7	58 135	102 947
▪ Honoraires professionnels - dépôt à neige	1.8	57 285	59 576
▪ Projets OMH	1.9	161 500	
▪ Sécurité informatique	1.10	100 237	
▪ Étude presbytère	1.11	38 483	
	2	915 647	1 623 457
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	199 678	100 588
	4	1 115 325	1 724 045
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	276 780	262 020
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	460 060	471 297
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	22 825	15 092
Autres			
▪	14.1		
	15	759 665	748 409
	16	1 874 990	2 472 454

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	42 944 121
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	44 884 549

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	476 914	1 430 226
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	29 716 691	25 830 561
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	11 261 800	10 394 557
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	4 394 778	6 054 048
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	1 354 159	1 079 894
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	47 204 342	44 789 286

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	14 841 251	15 439 202	15 724 305	15 724 305
Compensations tenant lieu de taxes	13	336 561	349 321	349 752	349 752
Quotes-parts	14				
Transferts	15	228 964	2 342 011	666 743	1 115 745
Services rendus	16	1 710 949	1 749 524	1 793 196	2 215 165
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	1 040 962	1 088 000	1 423 564	1 446 668
Autres	18	334 853	674 413	(2 767 741)	(2 706 794)
	19	18 493 540	21 642 471	17 189 819	18 144 841
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	4 571 433		2 588 306	2 636 876
Autres	23	5 617 899		762 609	864 122
	24	10 189 332		3 350 915	3 500 998
	25	28 682 872	21 642 471	20 540 734	21 645 839

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	2 763 196	2 998 440	118 496	3 116 936	3 116 936	2 509 222
Sécurité publique							
Police	2	1 006 751	1 018 203		1 018 203	1 018 203	986 038
Sécurité incendie	3	1 930 638	1 965 796	246 345	2 212 141	1 634 213	1 677 281
Autres	4	100 524	147 451		147 451	725 379	474 049
Transport							
Réseau routier	5	2 835 493	2 741 810	1 553 559	4 295 369	4 295 369	4 055 305
Transport collectif	6	87 426	87 426		87 426	87 426	86 463
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	1 011 124	930 176	1 081 017	2 011 193	2 011 193	1 780 569
Matières résiduelles	9	1 007 777	1 007 777		1 007 777	2 076 474	1 863 432
Autres	10	238 174	278 936		278 936	105 139	67 739
Santé et bien-être	11	195 496	206 368		206 368	206 368	206 715
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	756 744	712 578	23 444	736 022	736 022	697 733
Promotion et développement économique	13	132 408	126 239	929	127 168	127 168	118 148
Autres	14	7 500	11 962		11 962	11 962	5 849
Loisirs et culture	15	3 234 584	3 299 951	647 613	3 947 564	3 947 564	3 682 705
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	1 560 138	1 664 918		1 664 918	1 712 637	1 299 133
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	16 867 973	17 198 031	3 671 403	20 869 434	21 812 053	19 510 381
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	3 500 000	3 671 403 (	3 671 403)			
	21	20 367 973	20 869 434		20 869 434	21 812 053	19 510 381

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	10 189 332	3 350 915	150 083	3 500 998
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	17 811 201)(	8 418 977)(	512 876)(	8 931 853)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)(	)(	)(	)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	5 439 896	6 940 278		6 940 278
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	1 607	20	24 633	24 653
Excédent accumulé	6	451 035	268 519	15 056	283 575
	7	(11 918 663)	(1 210 160)	(473 187)	(1 683 347)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(1 729 331)	2 140 755	(323 104)	1 817 651

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2025

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	13 251 283
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	632 234
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	13 883 517

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	682 854
Égout	13	365 635
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	1 075 101
Autres		
▪ Fosses septiques	16.1	171 751
Centres d'urgence 9-1-1	17	47 852
Service de la dette	18	171 639
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	2 514 832
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	2 514 832
	27	16 398 349

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	1	2 326
Immeubles de la Société québécoise des infrastructures	2	
Compensations pour les terres publiques	3	14 359
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	4	30 021
Cégeps et universités	5	
Écoles primaires et secondaires	6	350 807
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	7	
	8	397 513

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	9	6 837
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	10	590
Taxes d'affaires	11	
	12	7 427

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	13	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	14	5 054
	15	5 054

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	16	
Autres	17	6 888
	18	6 888
	19	416 882

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Assiète d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1	x	/100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle								
(résidentielle et autres)	2	1 323 026 596 x	0,6790/100 \$	8 983 351				
Sous-catégories résidentielles	3	18 199 100 x	0,8560/100 \$	155 784				
Immeubles non résidentiels	4	132 341 774 x	2,1590/100 \$	2 857 259				
Immeubles industriels	5	9 195 600 x	1,5890/100 \$	146 118				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6	x	/100 \$					
Autres	7	48 991 200 x	1,7650/100 \$	864 695				
Immeubles forestiers	8	3 551 600 x	0,6520/100 \$	23 156				
Immeubles agricoles	9	32 536 030 x	0,6790/100 \$	220 920				
Total	10			13 251 283	()	()		13 251 283
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	11	x	/100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle								
(résidentielles et autres)	12	x	/100 \$					
Sous-catégories résidentielles	13	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	14	x	/100 \$					
Immeubles industriels	15	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16	x	/100 \$					
Autres	17	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	18	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	19	x	/100 \$					
Total	20				()	()		

Lorsque la municipalité applique les mesures des sous-catégories d'immeubles résidentielles ou non résidentielles, des taux de taxes foncières distincts (art. 244.64.9 LFM) ou de la taxation par secteur, le taux moyen est utilisé aux catégories applicables. Le taux moyen correspond aux revenus bruts obtenus pour les immeubles imposables d'une catégorie divisés par leur valeur imposable.

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Assiète d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21		x /100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résidentielles et autres)	22		x /100 \$					
Sous-catégories résidentielles	23		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	24		x /100 \$					
Immeubles industriels	25		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26		x /100 \$					
Autres	27		x /100 \$					
Immeubles forestiers	28		x /100 \$					
Immeubles agricoles	29		x /100 \$					
Total	30				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31		x /100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résidentielles et autres)	32		x /100 \$					
Sous-catégories résidentielles	33		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	34		x /100 \$					
Immeubles industriels	35		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36		x /100 \$					
Autres	37		x /100 \$					
Immeubles forestiers	38		x /100 \$					
Immeubles agricoles	39		x /100 \$					
Total	40				()	()		
Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41		x %		()	()		

Lorsque la municipalité applique les mesures des sous-catégories d'immeubles résidentielles ou non résidentielles, des taux de taxes foncières distincts (art. 244.64.9 LFM) ou de la taxation par secteur, le taux moyen est utilisé aux catégories applicables. Le taux moyen correspond aux revenus bruts obtenus pour les immeubles imposables d'une catégorie divisés par leur valeur imposable.

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 245,00 \$
Égout	2 143,00 \$
Eau et égout	3 \$
Traitement des eaux usées	4 \$
Matières résiduelles	5 209,00 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Taxe de secteur 1343-2016	6.1 0,0016	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxe de secteur 1359-2019	6.2 0,0018	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxe de secteur 1392-2017	6.3 0,0032	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxe de secteur 899-2003	6.4 0,0003	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxe de secteur 922-2004	6.5 0,0012	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxe de secteur 974-2006	6.6 0,0006	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxe de secteur 1068-2009 et 1104-2010	6.7 0,0048	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxe de secteur 1172-2011 et 1185-2012	6.8 0,0029	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxe de secteur 1188-2012	6.9 0,0005	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxe de secteur 1234-2013	6.10 0,0023	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxe de secteur 1137-2010	6.11 0,0014	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxe de secteur 1240-2014	6.12 0,0005	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxe de secteur 1249-2014	6.13 0,0010	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxe de secteur 1015-2017	6.14 6,8000	3 - du mètre linéaire	
Taxe de secteur 1016-2007	6.15 18,8800	3 - du mètre linéaire	
Taxe de secteur 1152-2011	6.16 12,8400	3 - du mètre linéaire	
Taxe de secteur 1154-2011	6.17 51,0100	3 - du mètre linéaire	
Taxe de secteur 1327-2016	6.18 1,4154	2 - du mètre carré	
Taxe de secteur 1285-2015	6.19 0,0380	2 - du mètre carré	
Taxe de secteur 1250-2014 et 1281-2015	6.20 0,0018	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxe de secteur 1353-2016	6.21 0,0008	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxe de secteur 1423-2018	6.22 0,0172	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxe de secteur 1458-2019	6.23 0,0006	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxe de secteur 1469-2019	6.24 137,7600	3 - du mètre linéaire	
Taxe de secteur 1464-2018 et 1507-2020	6.25 0,0021	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxe de secteur 1358-2016 et 1463-2019	6.26 0,0010	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxe de secteur 1470-2019	6.27 0,1300	2 - du mètre carré	
Taxe de secteur 1488-2019	6.28 56,3700	3 - du mètre linéaire	
Taxe de secteur 1530-2021	6.29 130,7700	3 - du mètre linéaire	
Taxe de secteur 1566-2022	6.30 0,0033	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxe de secteur 1497-2020 et 1542-2021	6.31 0,0130	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxe de secteur 1517-2020	6.32 0,0023	1 - du 100 \$ d'évaluation	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Description		Taux	Code	Préciser
Taxe de secteur 1570-2022	6.33	11,8700	3 - du mètre linéaire	
Taxe de secteur 1510-2020	6.34	0,0013	3 - du mètre linéaire	
Taxe de secteur 1302-2015	6.35	0,0004	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxe de secteur 1584-2022	6.36	0,0047	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxe de secteur 1585-2022 et 1617-2023	6.37	0,0030	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxe de secteur 1154-2011	6.38	503,8400	7 - autres (préciser)	Unité de condo
Taxe de secteur 1154-2011	6.39	167,9400	7 - autres (préciser)	Immeuble à logement
Taxe de secteur 1287-2015	6.40	11,1800	3 - du mètre linéaire	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Immeubles forestiers	Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1	23 156	8 683 812	59 853	395 470	13 251 283
De secteur	2		632 234			632 234
Autres	3					
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4		171 639			171 639
Autres	5		2 295 341			2 295 341
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8	23 156	11 783 026	59 853	395 470	16 350 497

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2025, les mesures fiscales suivantes?

a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM

▪ Pour la taxe foncière générale

1 ☒☐

▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV

2 ☐☒

b) Une ou des sous-catégories d'immeubles résidentiels dans la catégorie résiduelle en vertu des articles 244.64.8.1 à 244.64.8.10 LFM

3 ☒☐

▪ Pour chaque sous-catégorie, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.

6 logements ou plus : 18 199 100 \$ d'assiette d'application imposable au taux de 0.856/100 \$

c) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM

4 ☐☒

▪ Pour chaque sous-catégorie, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.

d) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et/ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM

5 ☐☒

▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.

e) Division du territoire en secteurs aux fins de l'imposition de la taxe foncière générale en vertu des articles 244.64.10 à 244.65.26 LFM

6 ☐☒

▪ Pour chaque secteur, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.

f) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM

▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables

7 ☐☒

▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)

8 ☐☒

▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels

9 ☐☒

▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de 2025 :

10 _____ \$

▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de 2025 :

11 _____ \$

g) Octroi d'un dégrèvement ou application d'une majoration en vertu des articles 253.36 à 253.53 LFM

12 ☐☒

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

h) Imposition d'une taxe supplémentaire sur les terrains vagues non desservis dans tout périmètre d'urbanisation en vertu des articles 244.65 à 244.67 LFM Si oui, indiquer le montant total prévu en 2025 ▪ Pour chaque taxe imposée, décrire son assiette d'application et son taux adopté.	13 14	<input checked="" style="width: 40px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="checkbox"/>
2. Données requises aux fins du calcul du taux global de taxation		
Taux unique ou taux sectoriel uniformisé Taxe foncière générale Taxes spéciales Service de la dette Activités de fonctionnement Activités d'investissement Taux de la catégorie/sous-catégorie résiduelle ou taux de base uniformisé Taxe foncière générale Taxes spéciales Service de la dette Activités de fonctionnement Activités d'investissement	15 16 17 18 19 20 21 22	0,6790
3. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2025, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	23	<input checked="" style="width: 40px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="checkbox"/>
4. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2025 : a) une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM b) une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM ▪ Si oui, pour chaque taxe imposée, décrire sa catégorie, son assiette d'application et son taux adopté.	24 25	<input checked="" style="width: 40px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="checkbox"/> <input checked="" style="width: 40px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="checkbox"/>
5. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2025 pour des exploitations agricoles enregistrées? Si oui, indiquer le montant.	26 27	<input checked="" style="width: 40px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="checkbox"/>
6. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	28	
7. Date d'adoption du budget par le conseil	29	
8. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	30	
9. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	31	
10. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	32	
11. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	33	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

☒ Je certifie la validité des informations du présent formulaire des Données prévisionnelles non auditées transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci.

☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère des données prévisionnelles non auditées, telles que transmises, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère.

Nom du signataire : Isabelle Bernier

Fonction du signataire : Greffière et Directrice des affaires jur

Date de transmission au Ministère : 2025-06-03

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-03 12:31